



Tupperware France a été placé en procédure de sauvegarde en octobre. Photo Wolfram Steinberg/Zuma-REA

de marque grâce aux réseaux sociaux (Tik Tok Shop, Instagram, influenceurs...) et mettre l'accent sur d'autres matières, comme l'inox ou le verre, mais sans abandonner le plastique.

Cédric Meston ambitionne de relancer la marque dans quatre autres pays (Italie, Allemagne, Belgique et Pologne), mais doit encore négocier les licences avec le siège américain. Un plan de continuation

qui, selon nos informations, pourrait atteindre huit ans devrait être présenté par l'entrepreneur courant avril.

Il devra néanmoins être validé par le tribunal de commerce de

Indre-et-Loire, licenciant 235 personnes. La production sera assurée au niveau mondial et, en attendant, Tupperware France rachète les stocks encore en circulation, en Belgique et en Grèce.

De son côté, Cédric Meston s'est spécialisé dans la reprise d'entreprises en difficulté, en particulier dans la French Tech. « Nous voulons fonctionner comme une start-up et marcher de manière agile et rapide, sans être tributaire d'un grand groupe derrière, comme c'était le cas par le passé », argumente-t-il. Un défi de taille pour cette entreprise née en 1946 aux Etats-Unis et iconique pour beaucoup de grands-pères. ■

Luxe de seconde main : Collector Square mise sur Hermès

LUXE

Le spécialiste de la seconde main de luxe a profité du Saut Hermès pour lancer une vente inédite de 200 pièces de la maison, née sellier.

Virginie Jacobberger-Lavoué

Sous la verrière du Grand Palais, à Paris, Hermès a célébré tout le week-end dernier celui qu'il appelle « son premier client » : le cheval. En 2009, avec la création du Saut Hermès rassemblant l'élite du saut d'obstacles, la maison née harnacheur sellier en 1837, a remis à l'ordre du jour l'organisation de compétitions équestres dans ce monument parisien qui fut construit pour cela, à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900. Le spécialiste de la seconde main de luxe, Collector Square, a saisi l'occasion du retour de l'événement au Grand Palais pour organiser en parallèle sa « première vente Hermès, multi-catégorie ».

Comme Chanel et Louis Vuitton (du groupe LVMH, propriétaire des « Echos »), Hermès n'a pas intégré la

seconde main dans ses activités, à l'inverse de Rolex ou de Cartier (Richemont). Or Collector Square, fondé en 2015 par le patron de la maison de vente Arcurial et son épouse Osanna Orłowski, sa PDG, vend beaucoup d'articles vintage de la maison née sellier. C'est de « l'ambush marketing » (marketing en embuscade), une manière de gagner en visibilité lors d'un événement organisé par une marque.

Pour l'ensemble des trois ventes, « plus de 200 sacs, bijoux et montres » sont présentés chez Collector Square, qui dispose d'un siège boulevard Raspail, avec un showroom près du Bon Marché, où elle compte un corner. L'enseigne, qui dispose d'une plateforme de vente en ligne, a aussi fait un « live shopping » vendredi dernier. La vente Hermès, qui s'achevait mardi pour l'horlogerie, et qui se clôturera jeudi en maroquinerie, et vendredi pour la joaillerie, est déjà couronnée de succès « dans toutes les catégories ». En maroquinerie, dès l'ouverture, un modèle Hermès Birkin en crocodile blanc de 2018 est parti à 128.000 euros, tout comme un modèle en crocodile bleu de 2020 à 50.000 euros. Parmi les modèles vendus plus récemment, un sac Constance en crocodile de 1979 à 11.800 euros ou encore un Roulis

rose (2021), « en état comme neuf » vendu à 5.450 euros. En deux jours, la vente de bijoux a, elle, dépassé les 70.000 euros. Parmi les pièces maîtresses, un bracelet Hermès Chaîne d'Ancres en or jaune des années 1970, « avec un poinçon de maître de Gaëtan de Perçin » très recherché à la revente, vendu 22.800 euros. En horlogerie, l'intérêt se porte sur les « montres Heure H plaquées or » et « des cadrans Cape Cod en argent ».

Cap sur New York

Alors que les Américains représentent près de 20 % des achats de sacs Hermès chez Collector Square, la clientèle de cette vente en maroquinerie se révèle essentiellement internationale, avec une prédominance « d'acheteurs américains ou du Royaume-Uni et d'Asie ». Pour l'horlogerie et la joaillerie, les amateurs sont aussi européens, et parfois français. Il s'agit uniquement de pièces à prix fixes, mais l'activité de Collector Square ne manque pas de concurrencer les ventes des maisons de vente aux enchères comme Sotheby's ou Christie's, qui se sont renforcées sur ce secteur depuis deux ans.

Le groupe a réalisé l'an passé « un chiffre d'affaires en hausse de 20 %, à près de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires », précise sa dirigeante. Collector Square dispose d'un catalogue de « près de 15.000 objets rares » gérés par des experts garants de l'authenticité de chaque pièce. Dix ans après sa création, Collector Square, qui vise « une croissance de 20 % à périmètre égal » cette année, annonce son intention de s'implanter au second semestre à New York. « Nous étudions plusieurs emplacements », révèle sa PDG. Implanté rive gauche à Paris, il pourrait aussi ouvrir, cette année, une succursale de l'autre côté de la Seine, à proximité du « triangle d'or du luxe ». ■

Jean-Laurent Bonnafé rejoint le conseil de surveillance d'Hermès

Le directeur général de BNP Paribas va rejoindre le conseil de surveillance d'Hermès, selon la convocation de l'assemblée générale du groupe de luxe fixée au 30 avril. Jean-Laurent Bonnafé remplacera Dominique Senequier, présidente d'Ardian. Par ailleurs, Bernard Emié, ancien ambassadeur et ex-patron des services secrets français, va remplacer Alexandre Viros, ex-président d'Adecco. Cécile Beliot-Zind, directrice générale du groupe Bel, rejoindra aussi le conseil de surveillance d'Hermès.

adresser ses observations écrites au commissaire pendant la durée de l'enquête, soit du lundi 14 9h30 au vendredi 23 mai 2025 à 17h30 par électronique à l'adresse suivante, dup-saint-denis@numerique.fr ou par courrier libellé comme suit : commissaire enquêteur, Enquête publique unique objet de renouvellement urbain du centre-ville de Ilôts du NPNRU, secteurs « Renan-Delaune » et « bon », Maison Habitat de Saint-Denis Immeuble rue de Strasbourg, 93200 Saint-Denis. Elles seront consultables sur place pendant toute la durée de l'enquête.

Les observations et propositions peuvent également être envoyées par voie électronique, pendant la durée de l'enquête, sur un registre dématérialisé et sécurisé ouvert à l'adresse : <https://www.registre-numerique.fr/dup-saint-denis>. Elles seront consultables par le public sur le site internet ci-dessus.

Les observations relatives au projet soumises à l'enquête peuvent être adressées à Madame Aïssatou BARRY, Sous-direction action budget, 8 boulevard d'Indochine, 75019 PARIS, 12 24 30, Courriel : A.BARRY@soreqa.fr

Le public peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir un dossier d'enquête publique ainsi que des observations et propositions du public auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis (DCPPAT/BUPAF, 1, esplanade Jean Bignon, 93200 Saint-Denis).

Le commissaire enquêteur se tient à la disposition du public pour ses observations aux lieux de permanence, aux adresses suivantes :

du 14 avril 2025, de 14h30 à 17h, à la Maison de Saint-Denis (Immeuble Saint-Jean, 6 rue de la République, 93200 Saint-Denis).

du 17 mai 2025, de 9h30 à 12h30, à l'Hôtel de la Seine-Saint-Denis (2 place Victor Hugo, 93200 Saint-Denis).

du 23 mai 2025, de 14h30 à 17h, à la Maison de Saint-Denis.

À l'issue du délai d'enquête, le commissaire enquêteur dressera les observations contresignées ou annexées au dossier d'enquête, dresse le procès-verbal de l'opération d'enquête, qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Ce dossier sera mis à disposition du public un an après la clôture de l'enquête sur le site internet de la Seine-Saint-Denis (www.seine-saint-denis.fr) et en mairie.

Les observations pouvant être prises à l'issue de l'enquête sont : l'avis du projet adopté par le conseil de territoire de la Commune attestant de l'intérêt général du projet ; l'avis d'utilité publique par le préfet de la Seine-Saint-Denis ; l'avis de cessibilité par le préfet des parcelles de la réalisation du projet.

Les observations relatives à l'évaluation environnementale des projets de consultation du public seront consultables sur la plateforme environnement.gouv.fr ou par contact@publilegal.fr

Le dossier est consultable à partir d'un minimum de 6 points d'arrêt. Les observations doivent être envoyées à l'adresse : 1, 92, 93, 94, 95 et 69.